

les regards. Les difficultés survenues à propos de l'établissement, à Montréal, d'une succursale de l'Université Laval sont connues du public, et leur solution légale est maintenant attendue des tribunaux. Le procureur-général a permis la poursuite demandée par l'Ecole de médecine. Or, un avis inséré depuis quelque temps dans les journaux indique que l'Université Laval demandera un acte législatif quelconque sur le sujet.

Un pénible événement : le séminaire de Rimouski a été détruit par le feu le 5 avril. Il ne reste plus que des débris noircis du magnifique édifice qui faisait l'orgueil du diocèse. Un appel à la générosité, fait par le comité que dirige Mgr Langevin, devra être entendu. Elèves et professeurs sont retournés aux anciens édifices qu'ils croyaient bien avoir abandonnés pour toujours.

\*\*\*

Les chambres populaires des trois provinces du golfe ne veulent plus du contrôle exercé par les Conseils Législatifs. Là, comme à Québec, on prend pour arme à peu près unique le cri d'économie budgétaire, et les membres des Chambres hautes y répondent en proposant de réduire le nombre des députés et les dépenses des départements ; ce qui ne satisfait pas du tout les abolitionnistes, car le mot économie est une arme et non un but. Les trois législatures ont été prorogées au plus fort de ce conflit.

La condition politique de ces petites provinces ne requiert pas au même degré que celle de la province de Québec le maintien d'une chambre haute. Nous formons dans la Confédération un peuple à part avec tous les caractères essentiels que comporte cette idée. Nous avons des intérêts spéciaux à sauvegarder ; et nous devons tenir à avoir pour cela un gouvernement parfait dans ses rouages, complet sous tous les rapports. La différence de mœurs, d'esprit, de tendances, de lois, de langue et de religion, qui nous distingue des populations vivant à nos côtés, est assez grande pour que nous n'ayions pas, sur tout sujet, à chercher chez elles des modèles et des règles à suivre. Et toutes ces choses sont fort à considérer dans le choix des formes gouvernementales.